

L'enjeu pour la France est de pouvoir produire des véhicules à forte valeur ajoutée, qui offrent des solutions alternatives ou complémentaires crédibles aux voitures hybrides, voire aux voitures tout électrique en cours de développement.

• Gaz de schiste

Le rapport Gallois rappelle que « *dans la plupart des scénarii de transition énergétique, la part du gaz [dans la consommation d'énergie] augmente ou ne se réduit pas à moyen terme* »²⁵. Dès lors, pour les organisations signataires, les réflexions en cours sur la politique énergétique ne sauraient exclure les gaz de schiste.

L'enjeu est à la fois économique et social, en termes de compétitivité industrielle, d'emploi et de solde commercial. Exploiter les ressources domestiques de gaz de schiste en France aurait en effet deux types d'impacts :

- en amont, un effet de substitution du gaz de schiste au pétrole ou à d'autres gaz importés. Cela réduirait considérablement la dépendance de la France vis-à-vis des aléas géopolitiques et géoéconomiques qui perturbent les marchés mondiaux. Cela serait aussi un facteur gigantesque de compétitivité pour les entreprises françaises, (le gaz est désormais 2,5 fois moins cher aux États-Unis qu'en Europe), et d'amélioration de la balance commerciale pour la France (moins d'importation et plus d'exportation d'énergie) ;

25. Pacte pour la compétitivité de l'industrie française (Rapport au Premier Ministre, 5 novembre 2012, p. 25)

**Politique énergétique :
des choix décisifs pour la compétitivité, la croissance et l'emploi...**

- en aval, un effet de stimulation et de regain d'activité de branches industrielles comme celles de produits dérivés du pétrole dans la chimie (éthylène, plastiques), à l'instar de la chimie américaine en cours de relocalisation et de développement.

Le débat doit reposer sur une démarche scientifique, avec des arguments étayés. Il suppose :

- avant toute décision, une évaluation des ressources potentielles de gaz de schiste en France ;
- une évaluation scientifique de l'impact environnemental des techniques d'exploitation par fracturation hydraulique, à partir de l'expérience des États-Unis, mais aussi de l'impact des techniques alternatives les plus récemment mises en œuvre dans le monde (mission confiée à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques) ;
- la poursuite en France de la recherche sur la sécurisation des techniques actuelles d'exploitation et sur de nouvelles techniques d'exploitation respectueuses de l'environnement. La France pourrait prendre l'initiative d'un programme européen associant d'autres pays partenaires de l'Union, notamment l'Allemagne.